

# POLITIQUES SOCIALES, ACCÈS À L'AUTONOMIE ET RAPPORT AU POLITIQUE DES ÉTUDIANTS EN FRANCE ET EN SUÈDE

## Axe Politiques socio-fiscales

Tom CHEVALIER



Tom Chevalier est chargé de recherche CNRS au laboratoire Arènes et chercheur associé au LIEPP. Il travaille sur les enjeux de jeunesse et de protection sociale en Europe.

Alix BARBIER



Alix Barbier est assistante de recherche et travaille à temps plein sur le projet POSAPO.

*Les travaux sur la précarité des étudiants se développent et interrogent notamment les politiques publiques permettant de promouvoir leur autonomie. Toutefois, si celles-ci peuvent avoir un effet sur leur autonomie, dans quelle mesure modifient-elles également leur rapport au politique et de quelle façon ? Ce projet vise ainsi à répondre à cette question en appréciant plus spécifiquement comment les aides aux étudiants peuvent modifier leur rapport au politique en France et en Suède. Dialoguant avec la littérature sur les « policy feedback », il mobilise une méthode qualitative afin d'en dévoiler les mécanismes.*

### Contexte du projet

L'enjeu de la précarité des jeunes en général, et des étudiants en particulier, est particulièrement pressant dans le débat public. La question est alors la pertinence de telle ou telle politique publique afin de réduire ou combattre cette précarité. En Europe, les politiques d'aides aux étudiants sont multiples (bourses familialisées ou non notamment) et ont des résultats qui diffèrent de ce point de vue.

Toutefois, les politiques publiques n'ont pas que des effets sociaux, mais aussi politiques : dans quelle mesure ces différents types d'aides aux étudiants débouchent-ils sur des rapports au politique diversifiés chez les étudiants en Europe ? Est-ce que le fait de recevoir une bourse change le rapport à l'État des étudiants ? Et le type de bourse importe-t-il ? Si la littérature sur la précarité étudiante est assez dynamique, très peu de recherches cherchent à articuler les enjeux de précarité, de politiques publiques et de rapport au politique des étudiants, et a fortiori dans une perspective comparée.



### Méthodologie

Pour tester nos hypothèses, nous souhaitons réaliser une quarantaine d'entretiens semi-directifs auprès de quatre groupes d'étudiant.es que nous comparerons systématiquement : un groupe recevant des bourses dans un pays aux aides familialisées (France), un groupe ne recevant pas de bourses dans un pays aux aides familialisées (France), un groupe recevant des bourses dans un pays aux aides individualisées (Suède), et un groupe n'en recevant pas dans un pays aux aides individualisées (Suède). Les étudiant.es sont inscrit.es à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines et à l'Université de Lund et suivent des études de sociologie ou de sciences (mathématiques et sciences physiques).



Photo by ADDICTIVE STOCK from Noun Project

### Question de recherche

Les politiques sociales peuvent adopter deux logiques différentes en Europe. Lorsque les jeunes sont vus comme des enfants, celles-ci sont « familialisées » : en raison de limites d'âge élevées (autour de 25 ans), ils n'accèdent que tardivement à un statut d'allocataire dans la protection sociale, en restant des « enfants à charge », les bourses étant alors attribuées en fonction des revenus parentaux. Quand ils sont au contraire vus comme des adultes, elles sont « individualisées » : des limites d'âges plus basses leur permettent d'accéder directement aux prestations sociales et les étudiants bénéficient de bourses et/ou de prêts qui ne dépendent plus des revenus parentaux. Ces différentes logiques ont des effets différenciés sur la pauvreté des jeunes : les pays qui reconnaissent le statut d'adulte des jeunes dans leurs politiques sociales présentent des niveaux de pauvreté plus faibles. Mais qu'en est-il de leurs effets proprement politiques ? Est-ce que le fait de percevoir une prestation sociale en tant qu'adulte change le rapport au politique des jeunes ? Et si oui, comment ?

### Hypothèses

Ce projet repose sur l'approche dite des « policy feedback ». L'objectif est de voir si le type d'aides aux étudiants (familialisation vs individualisation) a un effet sur le rapport au politique des étudiants, et si oui suivant quel mécanisme. Par rapport au politique, nous entendons ici à la fois l'intérêt pour la politique, le soutien à l'égard des aides aux étudiants elles-mêmes et plus généralement le rapport à l'Etat.

D'abord, le type d'aides aux étudiants peut avoir un effet micro dans la mesure où il permet à des étudiants de percevoir ou non une bourse notamment : c'est ainsi le fait de percevoir la bourse ou non qui peut ensuite avoir un effet. Dans cette perspective, le fait d'être dans un système « familialisé » ou « individualisé » importe peu potentiellement, puisque c'est le fait de recevoir l'aide qui compte ici.

Mais il peut aussi y avoir un effet « macro », par exemple dans un système où les bourses sont généralisées, ce n'est peut-être pas le fait de percevoir la bourse à un moment donné qui peut produire l'effet sur le rapport au politique, mais le fait de savoir que le système global permettra éventuellement d'en bénéficier à un moment donné si besoin. Au contraire de l'effet micro, c'est donc bien la différence du système d'aide (familialisé vs individualisé) qui compte alors. D'un côté, c'est bien le fait de percevoir la prestation à un moment donné qui joue (effet micro du système d'aides), alors que de l'autre c'est le contexte général qui produit l'effet, indépendamment du fait de percevoir l'aide à l'instant précis (effet macro).

Au-delà de cette question d'un effet micro ou macro, on peut aussi distinguer deux grands types de mécanismes, en suivant notamment les analyses de Paul Pierson. D'un côté, si le mécanisme à l'œuvre est « incitatif » car lié aux ressources (c'est-à-dire au fait de recevoir une prestation monétaire), alors les étudiants exprimeront des considérations et des attentes ayant trait à leurs conditions de vie et leur autonomie, débouchant en fin de compte sur un certain type de rapport au politique. De l'autre côté, si le mécanisme à l'œuvre est plutôt « interprétatif », alors les étudiants émettront des avis plus généraux, symboliques, ne concernant pas en premier lieu leurs conditions de vie.